Table of Contents

Les Lavoie réunis....1

Michaël veut déjà repartir en mission....3

''Nous sommes fiers de nos fils''....5

Un départ militaire hâtif provoquerait un ''effondrement''....7

Un départ hâtif d'Afghanistan serait fâcheux....8

Ottawa prêt à aider le Darfour....9

Le PCC cherche son second souffle à Charlottetown....10

Deuxième otage sud−coréen exécuté en Afghanistan....12

Calvaire de 21 otages....13

Pas d'embauche accélérée; L'armée ne recrute pas davantage de personnel médical à Valcartier....14

''Le sentiment du devoir accompli...''....16

La mission canadienne: géopolitique et enjeux d'acteurs?; La fin de la guerre froide n'a pas mis un terme à l'antagonisme de blocs que le monde a connu de 1945 à 1990....18

Notre compas moral; Lettre à Kamal El Batal....20

Deux mythes sur la guerre, de 2001 à aujourd'hui....22

Nouvel ultimatum pour les otages sud−coréens....24

Afghanistan: un départ militaire hâtif provoquerait un «effondrement»....26

Une retraite pour relancer le gouvernement; Les conservateurs se retrouvent pendant trois jours à l'Ile−du−Prince−Edouard....28

AIDE CANADIENNE....30

Afghanistan: un départ militaire hâtif provoquerait un ''effondrement''....31

Le Canada prêt à aider le Darfour mais l'envoi de troupes est peu probable....33

Découverte du corps d'un deuxième otage sud−coréen exécuté en Afghanistan....35

Al−Jazira diffuse une vidéo de l'otage allemand aux mains des talibans....37

Table of Contents

D'autres soldats de Valcartier rentreront d'Afghanistan mardi en soirée.....38

––LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00––.....39

Général.....41

Les Lavoie réunis

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.08.01
SECTION:	Actualités
PAGE:	3
PHOTO:	Tremblay, Louis PC
DATELINE:	Valcartier
ILLUSTRATION:	FAMILLE – Au moment de capter cette photo, la famille Lavoieétait sur le point d'être réunie. De gauche à droite, Audrey Berger accompagne son conjoint Michaël Lavoie, le frère de David. Viennent ensuite, le père, Laurent, la soeur, Isabelle et ses enfants, ainsi que la mère, Hélène Dallaire.; RETARD – L'avion de David Lavoie a été retardé à l'aéroport de Fredericton.
WORD COUNT:	491

(LT) – L'émotion était palpable hier soir dans le hangar principal du Royal 22e Régiment de la 5e Brigade basée à Valcartier. Le clan Lavoie a fait son entrée vers 22h pour accueillir le dernier fils à rentrer de mission en Afghanistan.

Une première déception attendait la famille, tout comme les journalistes, puisque l'avion qui ramenait au pays les militaires a été retenu plus longtemps que prévu au sol à Fredericton. Au lieu de rentrer à Québec vers 22h pour l'arrivée à Valcartier à 22h30, les soldats devaient arriver dans le milieu de la nuit.

Les enfants avaient les yeux rougis par la fatigue. Guillaume, le fils de David Lavoie, qui a eu mal au ventre une partie de la soirée, avait visiblement de la difficulté à patienter encore un peu plus. Il refusait systématiquement de sourire aux caméras de télévision.

"C'est spécial parce que d'habitude, il est beaucoup moins gêné. Il a vraiment hâte de revoir son père", a indiqué Claudie Moirin. La conjointe de David, visiblement soulagée du retour de son amoureux après huit longs mois d'absence.

Dans sa petite tête d'enfant de quatre ans, Guillaume fait déjà la différence. Il dit que son père est parti à la guerre et il sait que la guerre n'est plus un jeu. Il reverra évidemment son père malgré l'heure tardive mais pour lui, les dernières heures auront été très longues. Heureusement, les militaires avaient pensé installer des jeux pour enfants et cette distraction de dernière minute a rapidement gagné les coeurs des nombreux bambins.

Les adultes étaient tout aussi impatients de cette attente additionnelle. Le père de Michaël, qui a évidemment vu son fils David pour la première fois depuis son retour dimanche, était grandement soulagé, même si le bébé de la famille, à 19 ans, était devenu une autre personne. "On peut dire ce qu'on voudra, mais c'est pas facile. C'est toujours inquiétant. Mais ce soir, on est heureux", a lancé le père de famille.

Les Lavoie de L'Anse–Saint–jean n'étaient pas les seuls parents originaires de la région à attendre avec impatience le retour d'un fils. Martine Simard, la mère du soldat Joël Pedneault du Régiment du Saguenay ne tenait plus beaucoup en place. Son garçon a été le seul membre du régiment à quitter le Saguenay il y a neuf mois pour se joindre à la compagnie en charge de la sécurité des opérations de reconstruction.

L'attente s'annonçait encore longue au moment d'écrire ces dernières lignes. La fanfare du Royal 22e Régiment avait débuté son concert. Tout le monde surveillait l'arrivée du convoi composé de véhicules blindés légers, policiers en motocyclette et évidemment, des deux autobus transportant les militaires. o

A la une

Laurent Lavoie, le père, Michaël, le frère qui est rentré dimanche avec un premier groupe de militaires, et Hélène Dallaire, la mère, attendaient le retour de David, dont l'avion s'est pointé en retard en soirée. Les deux frères sont originaires de L'Anse−Saint−Jean.

Michaël veut déjà repartir en mission

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.08.01
SECTION: Actualités
PAGE: 2
DATELINE: Valcartier
ILLUSTRATION: ATTENTE – La conjointe de David Lavoie, Claudie Moirin,tenait leur fils, Guillaume, qui n'en pouvait plus d'attendre pour revoir son père. De toute évidence, la présence de son grand–père Laurent ne suffisait pas.
WORD COUNT: 555

(LT) – Le fantassin Michaël Lavoie ne regrette pas de s'être porté volontaire pour une mission de huit mois en Afghanistan. Au contraire. Il évoque déjà la possibilité de quitter le Canada pour une nouvelle mission où il serait, cette fois, intégré à un groupe de combat.

"Le plus difficile, ce n'est pas la mission. C'est de partir en mission. Une fois que tu es sur place, la routine s'installe et tu fais ton travail", affirme le militaire, qui est rentré depuis dimanche, et qui s'est rendu à la Base de Valcartier pour accueillir son frère en compagnie de ses parents.

Âgé seulement de 19 ans, Michaël Lavoie est déjà un soldat expérimenté. Il a été intégré à une unité d'infanterie du Royal 22e Régiment immédiatement après son intégration dans l'armée.

La mission de huit mois à laquelle il a participé n'est pas habituelle. L'unité, constituée de 150 militaires, avait pour mission spécifique d'assurer la sécurité de la compagnie de reconstruction. Ce sont des militaires et des civils qui coordonnent les opérations de terrain pour reconstruire les infrastructures publiques et aider à développer une meilleure gouvernance dans la province de Kandahar.

Michaël Lavoie a donc passé les huit derniers mois entre le camp Nathan–Smith, situé aux limites de la ville de Kandahar, et les différentes bases avancées situées dans cette province qui servent à abriter les unités de combat. Pendant cette mission, Michaël Lavoie a eu l'opportunité de réaliser quelques opérations avec le groupe de combat. Il a apprécié cette expérience.

Des risques

Michaël Lavoie est bien conscient que sa décision de participer à une mission avec un degré de risque aussi élevé a causé des inquiétudes à ses parents. Il ne s'étend pas longtemps sur le sujet, mais il estime qu'il a fait des choix volontaires et que c'est ce qu'il aime dans la vie.

"J'ai bien aimé les opérations que nous avons faites avec le groupe de bataille. C'est ce que je souhaiterais faire encore à l'occasion d'une prochaine mission. Pour le reste, tout a bien été et j'ai pris beaucoup d'expérience", informe–t–il.

Les missions réalisées par les 150 membres du Royal 22e Régiment comportaient tout de même des risques. Les militaires assuraient la sécurité sur des sites pendant les travaux de reconstruction. Ils effectuaient aussi des escortes à bord des véhicules blindés légers. Les talibans, il faut le rappeler, tentent de freiner ces opérations de reconstruction qui permettent de remettre en état des services publics comme des écoles ou l'eau courante. Sans protection armée, de telles opérations seraient pratiquement impossibles.

Des décès

La dernière année a été particulièrement meurtrière pour le Canada en sol afghan. Fait particulier, le Royal 22e Régiment n'a enregistré aucune perte en théâtre opérationnel pendant les huit derniers mois, alors que ses membres circulaient sur des routes dangereuses. Celles−ci ont été le théâtre de plusieurs attentats ayant fait de nombreuses victimes.

"Je ne peux pas expliquer pourquoi il n'y a pas eu de pertes dans notre unité. C'est peut−être la façon de travailler, mais c'est aussi une question de chance", a expliqué le jeune militaire.

Le fait de se retrouver avec son frère dans le même camp a constitué une expérience particulière pour le fantassin. Au début de l'opération, Michaël se faisait du souci dès que son frère, canonnier sur un blindé léger, traversait la barrière du camp. La routine a finalement eu raison de ces périodes d'inquiétude. o

"Nous sommes fiers de nos fils"

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.08.01
SECTION: Actualités
PAGE: 2
BYLINE: LOUIS TREMBLAY
DATELINE: Valcartier
WORD COUNT: 631

"Nous sommes fiers de nos deux fils et de ce qu'ils ont fait. Ils reviennent d'une mission longue, dangereuse et difficile. Ils ont aidé des gens démunis: des femmes et des enfants qui n'ont rien dans la vie, alors qu'ici, on est riche."

Hélène Dallaire et Laurent Lavoie, un couple qui habite la petite municipalité de L'Anse−Saint−Jean, vivent des émotions fortes depuis quelques jours, alors que leurs fils, Michaël et David, deux membres du Royal 22e Régiment, rentrent au pays. Ils ont séjourné dans la région de Kandahar en Afghanistan pendant huit mois, deux mois de plus que les missions réalisées habituellement par les militaires canadiens.

"Ils avaient accepté volontairement de participer à cette mission. Que voulez−vous? On ne peut pas les empêcher. C'est leur décision", raconte Hélène Lavoie, qui ajoute que des parents ont quand même le droit de s'inquiéter. "C'est certain qu'on pense qu'il peut arriver des choses", enchaîne−t−elle.

Le plus jeune des deux fils, Michaël, âgé de 19 ans, est rentré, dimanche, avec un premier groupe de militaires. Quant à David, il a finalement posé le pied en sol canadien après 22h, hier, en compagnie du dernier groupe de militaires de 150 soldats.

Évidemment, la maman a eu l'occasion de parler avec le "bébé" de la famille depuis son retour à Valcartier. Elle note que le grand adolescent est maintenant devenu un homme. "Avec tout ce qu'il a vu, ça fait prendre de la maturité. Ce sont des choses qui font réfléchir et vieillir, ajoute Laurent Lavoie. C'est une expérience qui est enrichissante pour lui malgré les risques."

Ils retiennent leur souffle

Avec deux fils en permanence sur le théâtre opérationnel de l'Afghanistan, inutile de mentionner que le couple retenait son souffle chaque fois que les médias annonçaient le décès de militaires canadiens dans la région de Kandahar.

Aujourd'hui, alors que leurs deux fils sont rentrés au pays en bonne santé, Hélène Lavoie et son mari Laurent ont une pensée pour les parents qui ont eu le malheur de vivre la perte d'un enfant dans cette mission: "Ce sont des gens qu'on ne connaît pas, mais on pense quand même à eux. Pendant le temps où ils sont en Afghanistan, on demande "à celui qui est en haut" que rien n'arrive."

Peur des blessures

Hélène Lavoie ne songeait pas uniquement à l'éventualité de perdre un fils. Elle était inquiète qu'ils aient des blessures graves au point d'hypothéquer leur vie pour le reste de leurs jours.

Malgré les moments actuels de bonheur, le couple sait très bien qu'il y aura d'autres périodes préoccupantes. Le plus âgé des deux, le caporal David Lavoie, a déjà à son crédit une première mission en Afghanistan en

2004. Il s'agissait donc, pour lui, d'une seconde mission. A chaque occasion, il s'est porté volontaire pour mettre le cap sur l'Afghanistan.

Michaël, de son côté, souhaite retourner en mission au sein d'une unité de combat. "Je sais bien qu'ils ont l'intention de le faire. J'espère juste que, lorsqu'ils retourneront en mission, la situation sera un peu plus calme", ajoute Hélène Lavoie.

Attente particulière

L'attente du plus âgé des deux frères a pris un sens un peu particulier depuis une dizaine de jours. Laurent et Hélène Lavoie ont pris en charge Guillaume, quatre ans, le fils de Michaël. Le grand−père a utilisé tous les tours inimaginables pour essayer de faire passer le temps le plus vite possible.

La famille Lavoie de L'Anse−Saint−Jean attire l'attention des médias depuis que la présence des deux frères dans la même mission est connue. Le couple ne s'attendait pas à autant d'attention.

Aujourd'hui, les parents comprennent que les deux frères, comme les autres militaires déployés dans cette région du monde, ont fait preuve de courage et de détermination pour affronter presque quotidiennement des risques très élevés.

A L'Anse−Saint−Jean, sans devenir des héros, les deux frères sont aujourd'hui le point de mire.

"On est vraiment fiers de ce qu'ils ont fait. Aujourd'hui, l'inquiétude est enfin tombée", conclut la mère. o

Un départ militaire hâtif provoquerait un "effondrement"

PUBLICATION:	Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE:	2007.08.01
SECTION:	Actualités
PAGE:	25
SOURCE:	PC
PHOTO:	Photo − PC
DATELINE:	Kandahar, Afghanistan
ILLUSTRATION:	Le ministre du Relèvement et du Développement rural, EhsanZia (à droite), et le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid (au centre), ont plaidé hier en faveur du maintien pour une durée indéterminée de la présence militaire canadienne et internationale en Afghanistan. Arif Lalani (à gauche), ambasseur du Canada à Kaboul, a également pris part à la conférence de presse tenue à Kandahar.
WORD COUNT:	338

Le gouvernement afghan redoute un retrait hâtif des troupes canadiennes, affirmant qu'il provoquerait "l'effondrement" des progrès réalisés jusqu'ici dans le sud du pays.

Deux politiciens de haut niveau, le ministre du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, et le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, ont plaidé hier en faveur du maintien pour une durée indéterminée de la présence militaire canadienne et internationale dans le pays.

L'état d'avancement de la reconstruction et le niveau de sécurité dans le sud du pays, qui dans le meilleur des cas n'a rien de rassurant, rendent "prématuré" le débat sur le redéploiement des forces militaires canadiennes, pense le ministre Zia, un membre important du gouvernement de Hamid Karzaï.

"Bien sûr c'est mon opinion, mais je crois qu'il est trop tôt pour parler d'un redéploiement en Afghanistan", a dit M. Zia, en conférence de presse à la base de Kandahar, où sont stationnées les troupes de l'OTAN dans le sud−est du pays.

Le ministre était accompagné du gouverneur Khalid et de l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

Après cinq ans de combats et d'efforts de reconstruction de la part de la communauté internationale, la tâche n'est "qu'à moitié accomplie" en Afghanistan, a insisté M. Zia.

Le travail qui reste à faire dans la province de Kandahar pour établir les bases d'une société civile minimalement fonctionnelle est énorme, a pour sa part affirmé le gouverneur Khalid. Qu'il s'agisse d'éducation, de santé, de gouvernance ou d'infrastructures comme les routes, les ponts et les réseaux d'eau potable et d'égout, tout reste à accomplir, a−t−il dit. Mais de toutes ces priorités, a mentionné M. Khalid, celle qui prime est "le rétablissement de la sécurité", une tâche impossible à réaliser sans une présence armée. Comme pour ajouter encore davantage de pression sur le Canada, dont l'engagement militaire en Afghanistan doit prendre fin dans 18 mois à peine (février 2009), le ministre Zia a prévenu qu'un départ précipité du Canada et de la communauté internationale entraînerait "l'effondrement" des progrès réalisés sur le territoire.

Un départ hâtif d'Afghanistan serait fâcheux

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.01
SECTION: Actualités
PAGE: 20
SOURCE: PC
DATELINE: KANDAHAR
WORD COUNT: 351

Le gouvernement afghan redoute un retrait précipité des troupes canadiennes, affirmant qu'il provoquerait "l'effondrement" des progrès réalisés jusqu'ici dans le sud du pays. Deux politiciens de haut niveau, le ministre du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, et le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, ont plaidé hier en faveur du maintien pour une durée indéterminée de la présence militaire canadienne et internationale dans le pays.

L'état d'avancement de la reconstruction et le niveau de sécurité dans le sud du pays, qui dans le meilleur des cas n'a rien de rassurant, rendent "prématuré" le débat sur le redéploiement des forces militaires canadiennes, pense le ministre Zia, un membre important du gouvernement de Hamid Karzaï.

"Bien sûr c'est mon opinion, mais je crois qu'il est trop tôt pour parler d'un redéploiement en Afghanistan", a dit M. Zia, en conférence de presse à la base de Kandahar, où sont stationnées les troupes de l'OTAN dans le sud−est du pays.

Le ministre était accompagné du gouverneur Khalid et de l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

Il reste un énorme travail

Après cinq ans de combats et d'efforts de reconstruction de la part de la communauté internationale, la tâche n'est "qu'à moitié accomplie" en Afghanistan, a insisté M. Zia.

Le travail qui reste à faire dans la province de Kandahar pour établir les bases d'une société civile minimalement fonctionnelle est énorme, a pour sa part affirmé le gouverneur Khalid. Qu'il s'agisse d'éducation, de santé, de gouvernance ou d'infrastructures comme les routes, les ponts et les réseaux d'eau potable et d'égout, tout reste à accomplir, a−t−il dit. Mais de toutes ces priorités, a mentionné M. Khalid, celle qui prime est "le rétablissement de la sécurité", une tâche impossible à réaliser sans une présence armée. Comme pour ajouter encore davantage de pression sur le Canada, dont l'engagement militaire en Afghanistan doit prendre fin dans 18 mois à peine (février 2009), le ministre Zia a prévenu qu'un départ précipité du Canada et de la communauté internationale entraînerait "l'effondrement" des progrès réalisés sur le territoire.

Ottawa prêt à aider le Darfour

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.01
SECTION: Actualités
PAGE: 20
SOURCE: PC
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 274

Le Canada est prêt à augmenter son aide humanitaire au Darfour, cette région du Soudan ravagée par des années de guerre civile, mais il semble peu probable que des militaires canadiens se joignent à l'effort international de maintien de la paix qui se profile.

Hier, le Conseil de sécurité des Nations unies adoptait une résolution prévoyant l'envoi de 26 000 soldats et policiers de l'ONU et de l'Union africaine afin de protéger les deux millions de personnes déplacées au Darfour.

Une source au gouvernement soutient qu'il est très peu probable que le Canada participe à cette force internationale, étant donné le déploiement actuel en Afghanistan.

En conférence de presse, mardi, la ministre canadienne de la Coopération internationale, Josée Verner, n'a pas voulu se prononcer sur l'envoi possible de troupes. Mais le Canada sera au rendez−vous pour aider la population soudanaise, a fait valoir la ministre.

"Notre préoccupation, c'est l'assistance humanitaire là−bas, a déclaré la ministre. On sait que c'est difficile de faire parvenir l'aide, pour des raisons de sécurité. On suit la situation de très près et on est prêt à répondre aux besoins."

Mme Verner a tenu à rappeler que parmi les bénéficiaires de l'aide humanitaire canadienne, le Darfour se situe au troisième rang. Le Canada a versé 59 millions $ en aide à cette région du sud−ouest du Soudan. D'autres pays d'Afrique étaient cependant au coeur d'une annonce faite par le ministre Verner, mardi.

Le gouvernement conservateur a décidé de reconduire le programme d'aide alimentaire destiné aux écoliers de cinq pays africains.

Au cours des cinq prochaines années, 125 millions $ seront versés à l'Éthiopie, au Mali, au Mozambique, au Sénégal et à la Tanzanie par l'entremise du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies.

Le PCC cherche son second souffle à Charlottetown

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.01
SECTION: Actualités
PAGE: 19
SOURCE: La Presse
BYLINE: Toupin, Gilles
DATELINE: CHARLOTTETOWN
WORD COUNT: 497

Après 18 mois au pouvoir, le premier ministre Stephen Harper veut profiter de la retraite estivale de trois jours qu'il entame aujourd'hui à l'Ile−du−Prince−Édouard avec ses 148 députés et sénateurs pour relancer son gouvernement conservateur minoritaire, qui n'arrive toujours pas dans les sondages à se concilier une faveur populaire suffisante pour obtenir une éventuelle majorité.

L'exercice qui commence ce matin est donc capital pour le Parti conservateur. Certes, les libéraux de Stéphane Dion ne sont pas mieux en point aux yeux de l'électorat mais le gouvernement Harper aurait quand même souhaité, après la réalisation de ses grandes promesses électorales notamment, un effort sérieux pour résoudre le problème du déséquilibre fiscal et la reconnaissance de la nation québécoise récolter un peu plus des fruits de son labeur.

Stephen Harper mise sur cette deuxième étape de son mandat minoritaire pour secouer ses troupes et se façonner un nouveau programme politique qui lui donnera un second souffle.

"Il faut faire quelque chose. Il nous faut une nouvelle approche", confiait hier à La Presse un membre important d'un cabinet ministériel qui a requis l'anonymat.

Parmi les grands sujets de discussion, les 125 députés et 24 sénateurs bleus débattront certainement de nouvelles baisses d'impôts. "Il faut régler le déséquilibre fiscal avec les citoyens", estime un autre haut responsable conservateur. Le grand dossier du pouvoir fédéral de dépenser devrait également être à l'ordre du jour.

Mais auparavant, Stephen Harper devra régler le problème du message confus livré par son gouvernement au sujet de la participation canadienne en Afghanistan. Les affrontements verbaux entre le chef d'état−major, le général Rick Hillier, et le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, ne font rien pour accroître l'appui populaire à la mission afghane.

En fin de semaine, le général Hillier a insisté pour dire qu'il faudra beaucoup de temps pour les soldats de l'Armée nationale afghane (ANA) avant de pouvoir combattre les talibans.

Cannon à la défense ?

Dans ce contexte, les rumeurs de remaniement ministériel vont bon train à l'aube de ce caucus national. M. Harper écartera−t−il son ministre de la Défense, un ancien militaire, pour le remplacer par Lawrence Cannon ? C'est le genre d'hypothèses entendues à Charlottetown.

D'autres conservateurs sont convaincus que M. Harper n'est pas homme à prendre des décisions précipitées et émotives et qu'il n'y a pas de remaniement ministériel dans l'air.

Il en est de même pour une prorogation de la session et un nouveau discours du Trône en octobre.

Le premier ministre a déclaré en Amérique du Sud, voici deux semaines, qu'il n'avait pas pris de décision à cet égard.

Un conseiller ministériel a affirmé à La Presse hier qu'il n'y aura pas de discours du Trône à l'automne puisque cela sonnerait le glas de trop de projets de loi importants encore débattus au Parlement, par exemple le projet de loi C−22 sur l'âge du consentement sexuel présentement à l'étape du Sénat. De plus, demande−t−il, quel intérêt aurait ainsi le gouvernement à s'exposer à un vote de défiance aux Communes ?

Aujourd'hui, les ministres conservateurs feront le point devant les députés et les sénateurs sur les avancées du gouvernement dans les domaines de la sécurité, de l'énergie, de l'environnement et des infrastructures.

Deuxième otage sud−coréen exécuté en Afghanistan

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.01
SECTION: Actualités
PAGE: 17
SOURCE: AP
PHOTO: Agence France−presse
DATELINE: GHAZNY, AFGHANISTAN
ILLUSTRATION: Kim Mi−Ok, la mère d'un des Sud−coréens pris en otage parles talibans, et dont le corps a été retrouvé hier, fond en larmes. Les familles des otages ont appelé à l'aide la communauté internationale.
WORD COUNT: 404

La police afghane a annoncé hier la découverte du corps criblé de balles d'un deuxième otage sud−coréen exécuté par les talibans, dans le centre de l'Afghanistan.

A Séoul, le ministère sud−coréen des Affaires étrangères a identifié l'otage exécuté comme étant Shim Sung−min, âgé de 29 ans. Le corps de la victime, habillée à l'occidentale, a été retrouvé sur le bord d'une route à Arizo, à environ 10 km à l'ouest de la ville de Ghazni, selon Abdul Rahim Deciwal, le chef de l'administration de la zone.

La victime portait des pantalons blancs et des tongs, selon un journaliste de l'Associated Press présent sur les lieux. La police a retrouvé le corps le long d'une route et l'a enveloppé dans une couverture avant de le mettre à l'arrière d'une camionnette de la police. Le visage de la victime était recouvert de sang, tout comme le sol sur lequel il gisait.

L'annonce de l'exécution d'un nouvel otage sud−coréen avait été faite par un militant, Qari Yousef Ahmadi, affirmant parler au nom des talibans. Il a souligné que le groupe islamiste avait exécuté l'otage sud−coréen lundi soir à cause du refus du gouvernement afghan de libérer les prisonniers insurgés alors que les otages sud−coréens sont entrés mardi dans leur 13e jour de captivité.

Bien avant la découverte de ce corps, les talibans avaient annoncé l'exécution d'un deuxième otage sud−coréen en raison du refus des autorités afghanes de libérer les 23 prisonniers talibans dont ils avaient fourni la liste.

"Le gouvernement coréen et celui de Kaboul mentent et trichent. Ils n'ont pas respecté leur promesse de libérer les prisonniers talibans", avait déclaré dès lundi Qari Yousef Ahmadi, interrogé par téléphone. "Les talibans préviennent le gouvernement que, si le gouvernement afghan ne libère pas les prisonniers talibans, alors, à tout moment, les talibans pourraient tuer un autre otage coréen", avait averti Qari Yousef Ahmadi.

Marajudin Pathan, le gouverneur de la province de Ghazni où 23 ressortissants sud−coréens ont été enlevés le 19 juillet, a déclaré que les autorités afghanes étaient au courant de cette annonce d'exécution mais n'avaient pas retrouvé de corps.

Par ailleurs, dans la soirée, la chaîne Al−Jazira a diffusé une vidéo de plusieurs des ressortissants sud−coréens retenus en otages par les talibans. Sur les images tremblantes, on peut voir sept femmes otages, un voile sur la tête conformément à la loi islamique prônée par les talibans, assises ou accroupies dans l'obscurité, silencieuses.

Calvaire de 21 otages

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.01
SECTION: Le Monde
PAGE: 16
SOURCE: AFP; AP
PHOTO: Photo Reuters
DATELINE: GHAZNI, Afghanistan
ILLUSTRATION: Des policiers afghans recouvrent le corps de Shim Sung−min,âgé de 29 ans, dont la tête est criblée de balles et les mains sont liées. Il s'agit du second otage sud−coréen exécuté par les talibans et abandonné le long d'une route.
WORD COUNT: 291

Les talibans ont donné hier jusqu'à ce matin 3 h 30 au gouvernement afghan pour sauver les 21 Sud−Coréens "encore vivants" et ils ont transmis une vidéo d'un ingénieur allemand capturé il y a deux semaines.

Dans cette vidéo d'une minute diffusée par la chaîne de télévision qatarie Al−Jazira, l'ingénieur allemand de 62 ans a notamment appelé l'Allemagne et les États−Unis à retirer leurs soldats d'Afghanistan et à l'aider à rentrer chez lui.

Les talibans exigent un échange de prisonniers pour l'Allemand, tout comme pour les otages sud−coréens.

Youssouf Ahmadi, porte−parole des rebelles, au 13e jour de cette prise d'otages et au lendemain de l'exécution d'un deuxième otage, s'exprimait ainsi :

"Si nos demandes ne sont pas respectées d'ici (ce matin), nous allons commencer à tuer le reste des otages", assurant que les 16 femmes otages étaient "toutes malades", en particulier deux d'entre elles qui, selon lui, "pourraient peut−être mourir".

Les membres de l'Église presbytérienne de Saem−Mul étaient en mission humanitaire en Afghanistan lorsqu'ils ont été enlevés le 19 juillet dans la province de Ghazni, à 140 km au sud de Kaboul.

Les talibans exigent la libération de huit de leurs prisonniers des geôles afghanes en échange du même nombre de Sud−Coréens, avant d'entamer de nouvelles négociations sur le sort des otages restants. Refus OBSTINÉ de Kaboul

Mais les autorités afghanes refusent toujours un tel échange et réclament la libération sans condition de toutes les femmes otages, au nom des "valeurs de l'islam" et par respect des traditions afghanes.

Les négociations entre les chefs tribaux, qui servent de médiateurs, et les talibans, n'ont pas fait de progrès, chaque partie campant sur ses positions, selon un des négociateurs du gouvernement afghan, Mahmoud Gailani.

A Kaboul, le porte−parole du président Hamid Karzaï, Humayun Hamidzada, a déclaré à la presse que les demandes des ravisseurs devraient être rejetées "par principe" pour "ne pas encourager les prises d'otages".

Pas d'embauche accélérée; L'armée ne recrute pas davantage de personnel médical à Valcartier

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.01
SECTION: Actualités
PAGE: 9
BYLINE: Normandin, Pierre−André
WORD COUNT: 443

L'armée refuse d'accélérer l'embauche de personnel médical à Valcartier pour traiter les soldats qui reviendront d'Afghanistan blessés ou souffrant de stress post−traumatique. L'état−major préfère attendre le retour des 2500 Québécois présentement déployés à Kandahar pour voir si des ressources supplémentaires seront nécessaires.

"C'est très difficile de faire des projections pour savoir combien de gens vont nous revenir avec des problèmes. On n'est pas en Afghanistan depuis assez longtemps", a indiqué au Soleil le chef d'état−major des services de santé, le colonel Sylvain Patenaude. "Lorsque les troupes reviendront, on répondra aux besoins ponctuels."

Les Forces canadiennes se trouvent déjà en pleine réforme de leurs services de santé. Après avoir observé d'importantes lacunes au cours des années 90 dans les soins offerts aux soldats de retour du Rwanda et de Bosnie, l'armée a enclenché en 2000 un programme (baptisé Rx 2000) pour mieux répondre aux besoins des militaires.

Le budget des services de santé a pratiquement triplé depuis le tournant du millénaire, passant de 114 millions $ à 318 millions $ cette année. La réforme cherche avant tout à mettre en place des cliniques où les soldats auront accès à tous les services de santé sous un même toit.

A Valcartier, l'état−major prévoit avoir fini d'embaucher tout le personnel en santé mentale en 2009, soit à temps pour traiter les cas de stress post−traumatique, a assuré le colonel Patenaude. "Ça tombe bien parce que les soldats vont être revenus (d'Afghanistan). On va avoir un peu plus de statistiques pour voir si nous avons suffisamment de gens pour répondre aux besoins."

En plein déploiement vers Kandahar, rien ne presse pour embaucher immédiatement du personnel en santé, a estimé le colonel Patenaude. "Habituellement, les problèmes de santé mentale surviennent quelques années après le retour des gens. Donc, on espère avoir fini d'implanter le programme à temps. On devrait donc pouvoir répondre aux besoins de façon adéquate."

Élaborée en 2000, la réforme ne tient toutefois pas compte de la mission en Afghanistan. L'armée a donc prévu des fonds supplémentaires afin de couvrir les soins liés au retour des troupes. Cette année, ces sommes totaliseront 22,5 millions $. "L'argent n'est pas un problème. Lorsqu'il est temps d'assurer des soins de santé, l'argent est là", a assuré le colonel Patenaude.

Les Forces évaluent qu'environ un soldat sur dix éprouve des problèmes de stress à son retour de mission. Si le personnel de Valcartier se trouvait débordé, l'armée envisage de déplacer des effectifs d'une autre base. Mais l'expérience des précédents contingents revenus d'Afghanistan montre que les ressources locales sont suffisantes, a tenu à préciser le colonel Patenaude.

panormandin@lesoleil.com

"Le sentiment du devoir accompli..."

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.08.01
SECTION:	Actualités
PAGE:	9
BYLINE:	Normandin, Pierre−André
PHOTO:	photo PC
ILLUSTRATION:	Le gouvernement afghan redoute un retrait hâtif des troupescanadiennes, affirmant qu'il provoquerait "l'effondrement' des progrès réalisés jusqu'ici dans le sud du pays". Deux politiciens de haut niveau, le ministre du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia (à droite), et le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid (au centre), ont plaidé hier en faveur du maintien pour une durée indéterminée de la présence militaire canadienne et internationale dans le pays. Ils sont accompagnés ici de l'ambassadeur afghan au Canada, Arif Lalani.
WORD COUNT:	531

Les 165 soldats de Valcartier revenus à Québec hier soir et dimanche peuvent rentrer avec le sentiment du devoir accompli, estime le responsable sortant de l'équipe provinciale de reconstruction à Kandahar, Gavin Buchan. Sans eux, de nombreux projets de développement n'auraient jamais vu le jour.

"Les Canadiens ont tendance à dire qu'on met plus d'emphase sur la sécurité parce qu'on a envoyé l'infanterie. Mais la compagnie envoyée à Nathan Smith nous a permis de sortir beaucoup plus fréquemment. On avait la protection nécessaire pour faire notre travail. Ajouter des Vandoos (surnom des soldats du Royal 22e Régiment) a permis de faire plus de développement", assure Gavin Buchan, chef politique de l'équipe provinciale de reconstruction.

Dur rappel des problèmes de sécurité, son prédécesseur, Glyn Berry, a été tué par un kamikaze en janvier 2006. Appelé à remplacer le diplomate trois mois plus tard, M. Buchan a vu son travail considérablement limité en raison des difficultés à sortir du camp Nathan Smith, situé dans la ville de Kandahar.

L'arrivée en novembre des 165 soldats de Valcartier a toutefois permis de relancer les efforts de l'équipe provinciale de reconstruction. Les soldats québécois avaient pour mission d'accompagner les officiers sur le terrain afin d'encourager les Afghans à mener des projets de développement. Construire des barrages, creuser des puits, bâtir des écoles.

"La croissance du nombre de projets réalisés est directement reliée au déploiement des Vandoos", dit le diplomate. Appelé à travailler de concert avec le gouverneur de Kandahar, le Canadien a ainsi pu sortir du camp de trois à quatre fois par semaine sous escorte militaire, ce qui était impossible avant leur arrivée.

Pas d'incidents

Après avoir passé 12 des 15 derniers mois en Afghanistan, M. Buchan n'a été impliqué dans aucun incident. "On a dû tirer à quelques reprises pour avertir les conducteurs de garder leur distance, mais on n'a pas été victime d'attaque", précise−t−il. Bref, son passage à Kandahar s'est mieux déroulé que sa mission au Kosovo en 1998 où l'explosion d'une mine avait renversé son véhicule.Même s'il juge que beaucoup a été accompli depuis un an, Gavin Buchan convient que beaucoup reste encore à faire. "On a encore du travail à faire, mais si je compare à l'an dernier, on a fait de grands pas dans tous les secteurs", assure le diplomate.

Quitter l'Afghanistan prématurément reviendrait à abandonner ce pays pour une deuxième fois. "Le sort de l'Afghanistan est directement relié à la Guerre froide. Les Afghans ont joué le rôle de fer de lance contre l'Union soviétique. Mais après, l'Ouest les a laissés à leur sort. Maintenant, on a l'opportunité de bien faire ce qu'on aurait dû faire il y a une quinzaine d'années", dit M. Buchan. De retour au Canada depuis dimanche, Gavin Buchan retourne en Afghanistan où il sera posté à Kaboul pour une autre année.

Le Canada a enfin l'opportunité d'agir sur la scène internationale plutôt que d'être un simple observateur, estime–t–il. "Au Kosovo, nous étions des observateurs. En Afghanistan, nous avons des ressources comme je n'ai jamais vu auparavant. C'est le seul endroit au monde où le Canada est LA superpuissance."

La mission canadienne: géopolitique et enjeux d'acteurs?; La fin de la guerre froide n'a pas mis un terme à l'antagonisme de blocs que le monde a connu de 1945 à 1990

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.08.01
SECTION:	IDÉES
PAGE:	a7
BYLINE:	Gilles Couture
WORD COUNT:	653

Des désaccords ont récemment été relevés dans les médias arabes entre al−Qaïda et les talibans. Avec le retour du jeu tribal en Afghanistan, les talibans seraient en faveur d'un accord de paix avec le gouvernement pakistanais en ce qui concerne les zones tribales du Wazinistan tandis qu'al−Qaïda voudrait le renversement du président pakistanais Pervez Moucharraf pour faire du Pakistan sa base principale contre les croisés et Israël. Le Canada doit profiter de cette situation pour négocier avec le gouvernement afghan une intervention pacifique basée sur le développement soutenable, définis ici comme la réconciliation des dynamiques économique, sociale, environnementale, culturelle et spatiale.

Un scandale non médiatisé au sujet du Groupe salafiste pour la prédication et le combat qui, en janvier 2007, a changé de nom pour devenir l'Organisation d'al−Qaïda au pays du Maghreb islamique est aussi au coeur des différends qui opposent al−Qaïda et les talibans. Au cours de l'été 2006, les services de renseignement militaires russes ont révélé aux services de renseignement et de sécurité de l'armée algérienne le trucage par les services américains des systèmes de communication achetés aux États−Unis pour le compte de l'état−major de l'armée algérienne. Les valises de commandement permettant d'assurer la sécurité et de contrôler les communications militaires algériennes étaient en fait reliées en permanence aux systèmes de surveillance électronique américains et israéliens.

L'Algérie comme pivot au déploiement américain

Au Maghreb et au Sahel, l'Algérie sert d'État pivot au déploiement américain qui convoite les réserves pétrolières du Tchad, de l'Angola et du Gabon, considérées jusqu'à maintenant comme une chasse gardée de la France. C'est pourquoi l'entente de novembre 2006 entre la société russe Gazprom et la pétrolière algérienne Sonatrach équivaut à créer une «OPEP du gaz» à laquelle pourraient se joindre la Libye, le Qatar, le Venezuela et les États d'Asie centrale. Le Moyen−Orient voit ainsi se constituer deux camps: d'un côté, avec l'appui américain, l'Arabie saoudite, la Jordanie, Israël et le Fatah; de l'autre, l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, auxquels la Russie brûle d'apporter son appui.

La fin de la guerre froide n'a pas mis un terme à l'antagonisme de blocs que le monde a connu de 1945 à 1990. Sur les cinq continents, Gazprom et Sonatrach sont devenus des acteurs incontournables des grands projets de gaz naturel. Aussi, lors de la réunion du G8 à Saint−Pétersbourg de 2006, Gazprom a obtenu l'approbation de construire avec Pétro−Canada un port méthanier à Cacouna, au Québec, pour desservir le nord−est des États−Unis. De ce fait, le projet d'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta ne résulte pas seulement de la géoéconomie du golfe Persique mais aussi d'une macro−géopolitique planétaire qui doit de plus en plus se combiner à la micro−géopolitique des ethnies, des religions et des cultures, attentive aux multiples fragmentations du monde et à leur inscription dans l'espace.

Désenclaver le pétrole de la mer Gaspienne

D'Israël à la Chine et de l'Iran à l'Inde en passant par le continent américain, l'Europe et le monde arabe, la gestion de la crise irakienne et du problème iranien déterminera l'avenir de l'alliance entre les États−Unis et la Russie sur la Tchétchénie et l'Irak. Le but de l'alliance est de désenclaver le pétrole de la mer Caspienne pour diversifier les sources d'approvisionnement et diminuer l'influence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole sur les prix du brut. Dans le domaine des matières premières minérales et minières, énergétiques et non énergétiques, le Canada est sûrement la dernière chance de l'Europe, même si celle−ci est élargie à la Russie.

Gilles Couture : De 1996 à 2001, l'auteur a séjourné à titre de consultant en montage financier trois mois par année au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

Notre compas moral; Lettre à Kamal El Batal

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.01
SECTION: IDÉES
PAGE: a7
BYLINE: Marc Nadeau
WORD COUNT: 568

Qu'il me soit permis de réagir à vos propos, publiés dans l'édition du 23 juillet du Devoir.

Premièrement, et contrairement à ce que vous affirmez, ce n'est pas «le Québec qui mène la guerre en Afghanistan» mais bien les Forces canadiennes dans leur ensemble. Les militaires du Royal 22e Régiment – qui ont participé aux opérations canadiennes depuis la création de cette unité exclusivement francophone, en 1914 – sont envoyés dans le cadre d'une rotation des effectifs. Soulignons que le Royal 22e en est à son premier déploiement depuis le début de la mission canadienne en terre afghane, en 2002. Force nous est de reconnaître qu'il n'est donc aucunement engagé du seul fait de l'appartenance québécoise de ses effectifs.

Une aide de plus d'un milliard

Deuxièmement, vous laissez entendre que la mission canadienne n'est pas assortie d'un volet d'aide humanitaire. Pour la période 2001–11, le Canada s'est engagé à apporter une aide humanitaire de près d'un milliard de dollars. Au surplus, comme le mentionne le site Internet de l'ACDI, «l'Afghanistan est le plus important bénéficiaire de l'aide bilatérale du Canada». C'est un aspect que vous ne devriez certainement pas négliger dans votre réflexion.

Troisièmement, vous argumentez que l'opération actuelle ne devrait pas avoir lieu, notamment en raison de certaines enquêtes d'opinion. D'une part, cette mission n'est en rien redevable aux vacillements des sondages mais bien à un compas moral avec lequel tant les libéraux que les conservateurs se sont orientés. A l'opposé de ce que vous écrivez, cette question a même fait l'objet d'un débat – une procédure bien transparente – à la Chambre des communes. D'autre part, votre propos me rappelle que si le président Roosevelt avait vogué au gré des flots de l'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale, le résultat aurait probablement été désastreux pour la liberté, la démocratie et les droits de la personne.

Quatrièmement, un pacifisme passionné semble être à la source de votre prise de position. Le 21 juin dernier, alors qu'une délégation de militaires en partance pour l'Afghanistan s'est rendue à l'Assemblée nationale, plusieurs députés du Parti québécois – la formation dont vous avez porté les couleurs lors des dernières élections québécoises – ont refusé de se lever pour les saluer. Par pacifisme, de l'aveu de certains d'entre eux.

Pourtant, durant le conflit provoqué par les attaques du Hezbollah contre Israël l'été dernier, le chef et certains bonzes du Parti québécois ont marché sous les drapeaux de cette organisation terroriste reconnue lors d'une manifestation anti–israélienne à Montréal. Est–il utile de rappeler que depuis sa fondation, en 1982, le Hezbollah s'abreuve – tout comme le Hamas, le régime iranien de Mahmoud Ahmadinejad ou encore le défunt régime taliban afghan – à la source de l'islam radical pour contrecarrer les perspectives de paix au Moyen–Orient? Ce pacifisme serait donc de nature plutôt utilitaire et circonstancielle.

Je respecte sincèrement votre droit à ne pas approuver la mission canadienne en Afghanistan. Toutefois, il est important que toute position dans ce débat fondamental soit sérieusement établie sur des faits et non sur des affirmations trompeuses.

Marc Nadeau : Doctorant à l'Université de Sherbrooke, l'auteur a porté les couleurs du Parti conservateur lors des dernières élections fédérales. Il est présentement coordonnateur du Projet pour l'avenir d'Israël (PAIX).

Deux mythes sur la guerre, de 2001 à aujourd'hui

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.01
SECTION: IDÉES
PAGE: a7
BYLINE: Frédéric Julien
WORD COUNT: 1330

La présente guerre d'Afghanistan divise les Canadiens, non seulement le long du traditionnel clivage gauche−droite mais également au sein même de la gauche. Il s'agit, en apparence, d'un dilemme classique: la fin (la «reconstruction» d'un pays) justifie−t−elle les moyens (les violences guerrières)? C'est à tout le moins en ces termes simplistes que semble trop souvent s'articuler le débat. Retour sur deux des mythes colportés par cette perspective limitée.

Mythe n° 1: cette guerre a pour but d'améliorer le sort du peuple afghan

Sauf pour le pacifiste absolu, cette proclamation mérite certes considération en ce qui a trait à l'attitude à adopter devant les durs combats qui ont actuellement lieu en Afghanistan. Mais avant même de débattre de la force de cet argument, il est possible de carrément s'interroger sur sa validité. En effet, plutôt que de se demander si le peuple afghan «mérite» le sacrifice du sang canadien, il convient de s'interroger à savoir si le sort des Afghans constitue vraiment l'intérêt premier des forces de l'OTAN, sous l'égide de laquelle le Canada combat.

Donc, les Occidentaux ont−ils débarqué en Afghanistan pour défendre les habitants de ce pays contre leur atroce gouvernement taliban? Bien sûr que non. Cela fait déjà près de six ans maintenant, mais ce sont les États−Unis et le Royaume−Uni, seuls, qui ont d'abord attaqué l'Afghanistan, et ce, en réaction aux attentats terroristes du 11 septembre 2001. Le gouvernement afghan de l'époque était en effet accusé d'abriter Oussama ben Laden, cerveau présumé de plusieurs attentats terroristes contre des intérêts occidentaux. A la base, la guerre d'Afghanistan était donc une «guerre défensive» visant à neutraliser une organisation terroriste et à venger la mort de quelque 3000 New−Yorkais. On peut appuyer ou non ces objectifs et cette manière de les atteindre. Depuis, la justification officielle de l'invasion a glissé vers l'amélioration du sort des Afghans, tout comme on a rapidement oublié les présumées armes de destruction massive en Irak pour parler de la «libération» du peuple irakien... Il s'agit bien sûr d'une opération de relations publiques de la part des Forces armées canadiennes. Même si celles−ci accomplissent en territoire afghan un travail humanitaire nécessaire, usant par ailleurs pour ce faire d'une approche critiquée, la raison d'être fondamentale de leur mission demeure la «guerre à la terreur». Que ceux qui en doutent expliquent l'absence d'intérêt de la communauté internationale devant le conflit le plus sanglant qu'ait connu l'humanité depuis la Deuxième Guerre mondiale (c'est−à−dire la guerre civile au Congo), l'attentisme devant la tragédie actuellement en cours au Darfour ou encore le soutien occidental à certaines dictatures.

Mythe n° 2: les soldats canadiens sont des héros qui risquent leur vie pour protéger la veuve et l'orphelin

Le corollaire de ce mythe, fréquemment répété, c'est que si on est libre de critiquer la guerre d'Afghanistan, on est en revanche tenu à un devoir de solidarité envers ses exécutants, les simples soldats. Pour l'armée, cette solidarité devrait s'exprimer notamment en s'abstenant de manifester lorsque les soldats défilent ou encore en évitant de «récupérer» la mort au front de Canadiens pour critiquer la mission canadienne. Il y a au moins deux problèmes avec cette vision.

Premièrement, il y a une limite pratique au fait de dissocier les exécutants de la politique qu'ils servent si on souhaite critiquer cette dernière. Il s'agit d'un droit qui ne saurait être remis en cause dans le cadre démocratique canadien actuel. Pour être efficace, une opposition citoyenne se doit d'être visible, de faire du bruit, d'être entendue, et ce, le plus possible. Inévitablement, un soldat lira un texte d'opinion défavorable à sa mission ou apercevra un manifestant avec une pancarte prônant sa démobilisation. En définitive, qu'on le veuille ou non, marquer son opposition à ce conflit entache indirectement ses acteurs; inversement, faire des militaires des héros contribue à justifier la guerre d'Afghanistan. Mettre les militaires sur un piédestal a ainsi mené le premier ministre Stephen Harper à refuser le droit aux «simples civils» de critiquer la politique étrangère du Canada: «Et lorsque le chef de l'opposition sera capable de porter l'uniforme et de servir son pays, alors je tiendrai compte de ses opinions à propos de la performance du ministre de la Défense.» La distinction guerre–soldats, si elle est dans une certaine mesure possible sur le plan conceptuel, devient, on le voit, difficilement tenable dans la pratique.

Deuxièmement, il est permis de relativiser la noblesse des intentions des soldats canadiens de même que leur statut de victimes potentielles de la guerre. Il n'existe pas de statistiques fiables et précises à ce sujet, mais on peut affirmer sans grand risque de se tromper que bien des militaires se sont enrôlés pour d'autres raisons que le fait de participer à la construction d'un monde meilleur. De façon similaire, travailler au ministère de l'Environnement ne fait pas d'un fonctionnaire un écologiste. En ce sens, il est à noter que les militaires bénéficient d'excellentes conditions de travail, surtout lorsqu'on tient compte de la faible scolarité exigée pour s'enrôler. Sans surprise, les milieux pauvres sont donc surreprésentés au sein des Forces armées canadiennes. Alors qu'elles ne constituent que 7,5 % de la population canadienne, les provinces maritimes ont ainsi fourni 20 % des nouveaux effectifs militaires pour la période de recrutement 2006–07. Une relation similaire entre pauvreté et enrôlement est également observable aux États–Unis, où les soldats issus de la communauté noire représentent une proportion bien plus grande de la population militaire que de la population états–unienne dans son ensemble. Au surplus, les armes, la discipline, l'esprit de corps et les activités dites extrêmes exercent un grand attrait chez de nombreux jeunes hommes (et aussi, quoique plus rarement, chez plusieurs jeunes femmes). Les Forces armées l'ont d'ailleurs bien compris alors qu'elles exhibent fièrement véhicules lourds et armement perfectionné autour de certains lieux de recrutement. Leur slogan, lancé à la suite de la publicité contenant moult images d'intrépides soldats en action, n'est–il pas «Combattez avec les Forces canadiennes» après avoir été «Si la vie vous intéresse»? L'esprit guerrier de certains soldats peut d'ailleurs mener à de graves dérapages.

Le sacrifice humain est d'abord afghan

Au demeurant, il est nécessaire de dire quelques mots à propos du «sacrifice» canadien. Bien sûr, celui–ci existe, et les Forces armées comptent sans doute plusieurs authentiques patriotes dans leurs rangs. Chaque décès d'un soldat canadien est assurément un événement tragique qu'il faut pleurer, comme toute mort d'ailleurs. Cependant, avant de se dépeindre glorieusement en «sauveurs» de l'Afghanistan, les Canadiens doivent se rappeler que le sacrifice humain est d'abord afghan. En date du 3 juillet 2007, 673 membres des forces de l'OTAN, dont 60 Canadiens, avaient péri en service en Afghanistan. Des estimations portent ce nombre à 13 000 pour les soldats afghans, en sus des quelque 5500 victimes civiles. Qui plus est, une partie des victimes civiles afghanes est attribuable aux stratégies de guerre de l'OTAN, qui visent entre autres à minimiser les pertes pour ses propres troupes, notamment en ayant recours aux bombardements aériens et aux «attaques préventives» qui tuent sans discrimination.

En conclusion, si le Canada est en Afghanistan, c'est avant tout pour lui–même. Quant à ses soldats, bien qu'ils fassent un travail risqué, ils n'en sont pas moins des citoyens comme les autres, ni plus ni moins.

Frédéric Julien : Doctorant en science politique à l'Université d'Ottawa

Nouvel ultimatum pour les otages sud−coréens

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.01
SECTION: LE MONDE
PAGE: a5
BYLINE: Mohammad Yaqoub, AFP
WORD COUNT: 506

Ghazni − Les talibans ont donné hier jusqu'à ce midi (7h30 GMT) au gouvernement afghan pour sauver les 21 Sud−Coréens «encore vivants» et ont transmis une vidéo d'un ingénieur allemand capturé il y a deux semaines.

Dans cette vidéo diffusée par la chaîne de télévision qatarie al−Jazira, l'ingénieur allemand de 62 ans a notamment appelé l'Allemagne à retirer ses 3000 soldats d'Afghanistan.

Les talibans exigent un échange de prisonniers pour l'Allemand, tout comme pour les otages sud−coréens.

«Notre dernier ultimatum pour les 21 Sud−Coréens encore vivants a été fixé à demain midi», a déclaré par téléphone à l'AFP Youssouf Ahmadi, porte−parole des rebelles, au treizième jour de cette prise d'otages et au lendemain de l'exécution d'un deuxième otage.

«Si nos demandes ne sont pas respectées d'ici là, nous allons commencer à tuer le reste des otages», a−t−il souligné, déclarant que les 16 femmes otages étaient «toutes malades», en particulier deux d'entre elles qui, selon lui, «pourraient peut−être mourir».

Les membres de l'Église presbytérienne de Saem−Mul étaient en mission humanitaire en Afghanistan lorsqu'ils ont été enlevés le 19 juillet dans la province de Ghazni (140 km au sud de Kaboul).

Les talibans exigent la libération de huit de leurs prisonniers des geôles afghanes en échange du même nombre de Sud−Coréens, avant d'entamer de nouvelles négociations sur le sort des otages restants. Mais les autorités afghanes refusent toujours un tel échange et réclament la libération sans condition de toutes les femmes otages, au nom des «valeurs de l'islam» et par respect des traditions afghanes.

Les négociations entre les chefs tribaux, qui servent de médiateurs, et les talibans n'ont pas fait de progrès, chaque partie campant sur ses positions, selon un des négociateurs du gouvernement afghan, Mahmoud Gailani.

A Kaboul, le porte−parole du président Hamid Karzaï, Humayun Hamidzada, a déclaré à la presse que les demandes des ravisseurs devraient être rejetées «par principe» pour «ne pas encourager les prises d'otages».

«Si nous continuons dans cette voie et répondons positivement aux demandes des terroristes, nous allons avoir encore plus de problèmes», a−t−il dit, faisant référence à l'échange de prisonniers qui avait permis en mars la libération du reporter italien Daniele Mastrogiacomo.

Cet échange, une première depuis le début de l'insurrection, avait été très critiqué par Londres, Washington ou des associations afghanes qui craignaient qu'il n'incite les talibans à multiplier les enlèvements. Le président Karzaï avait juré qu'il n'y aurait plus jamais d'échanges après celui là.

Le nouvel ultimatum des talibans est tombé au lendemain de l'assassinat d'un deuxième otage, dont le corps, les mains liées et portant des impacts de balles à la tête, a été découvert au bord d'une route dans le district d'Andar.

La victime, Shim Sung−min, 29 ans, avait démissionné récemment de son emploi dans les télécommunications pour enseigner aux handicapés pour le compte de l'Église Saem−Mul, selon ses proches.

Un pasteur, âgé de 42 ans, le chef du groupe, avait déjà été abattu mercredi dernier. Il était le premier otage étranger à être exécuté en Afghanistan depuis avril 2006.

Les Sud−Coréens, pour la plupart âgés de 20 à 35 ans, ont été enlevés alors qu'ils circulaient à bord d'un autocar privé sur l'axe Kaboul−Kandahar (sud), l'un des plus dangereux d'Afghanistan.

Il s'agit du plus important groupe d'étrangers enlevé en Afghanistan depuis la chute du régime islamiste des talibans en novembre 2001.

Afghanistan: un départ militaire hâtif provoquerait un «effondrement»

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.01
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a4
BYLINE: Martin Ouellet, PC
WORD COUNT: 514

Kandahar, Afghanistan – Le gouvernement afghan redoute un retrait hâtif des troupes canadiennes, affirmant que celui–ci provoquerait «l'effondrement» des progrès réalisés jusqu'ici dans le sud du pays.

Deux politiciens de haut niveau, le ministre du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, et le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, ont plaidé hier en faveur du maintien pour une durée indéterminée de la présence militaire canadienne et internationale dans le pays.

Débat «prématuré»

L'état d'avancement de la reconstruction et le niveau de sécurité dans le sud du pays, qui dans le meilleur des cas n'a rien de rassurant, rendent «prématuré» le débat sur le redéploiement des forces militaires canadiennes, pense le ministre Zia, un membre important du gouvernement de Hamid Karzaï.

«Bien sûr, c'est mon opinion, mais je crois qu'il est trop tôt pour parler d'un redéploiement en Afghanistan», a dit M. Zia, en conférence de presse à la base de Kandahar, où sont stationnées les troupes de l'OTAN dans le sud–est du pays.

Le ministre était accompagné du gouverneur Khalid et de l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

Après cinq ans de combats et d'efforts de reconstruction de la part de la communauté internationale, la tâche n'est «qu'à moitié accomplie» en Afghanistan, a insisté M. Zia.

Énorme travail

Le travail qui reste à faire dans la province de Kandahar pour établir les bases d'une société civile minimalement fonctionnelle est énorme, a pour sa part affirmé le gouverneur Khalid. Qu'il s'agisse d'éducation, de santé, de gouvernance ou d'infrastructures comme les routes, les ponts et les réseaux d'eau potable et d'égout, tout reste à accomplir, a–t–il dit. Mais de toutes ces priorités, a mentionné M. Khalid, celle qui prime est «le rétablissement de la sécurité», une tâche impossible à réaliser sans une présence armée. Comme pour ajouter encore davantage de pression sur le Canada, dont l'engagement militaire en Afghanistan doit prendre fin dans 18 mois à peine (février 2009), le ministre Zia a prévenu qu'un départ précipité du Canada et de la communauté internationale entraînerait «l'effondrement» des progrès réalisés sur le territoire.

«C'est mon message», a–t–il pris soin de préciser.

Parmi les défis à soulever par la communauté internationale et le Canada en matière de sécurité figure la formation de l'armée afghane, qui avec quelques milliers d'hommes seulement n'est toujours pas en mesure de prendre part de façon significative aux combats. L'état de préparation de la police est encore plus préoccupant.

Formation de 600 policiers

Jusqu'à maintenant, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a supervisé la formation de 600 policiers dans la province de Kandahar, sous l'égide de l'Équipe provinciale de reconstruction (EPR). Mais ces efforts ne suffisent pas. Les conditions de travail des policiers afghans sont à ce point misérables que plusieurs sombrent dans la corruption, la rapine et l'abus de confiance.

Conscient que ses policiers sont sous−payés, le gouvernement afghan a pris des mesures pour améliorer leurs conditions de travail et ainsi réduire le niveau de corruption, a expliqué M. Khalid.

«Nous nous penchons sur la question des salaires. Très bientôt, je crois que c'est le mois prochain, ils recevront le double de ce qu'ils gagnent présentement», a−t−il dit.

Une retraite pour relancer le gouvernement; Les conservateurs se retrouvent pendant trois jours à l'Ile–du–Prince–Edouard

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.01
SECTION: Politique
PAGE: A13
BYLINE: Toupin, Gilles
DATELINE: CHARLOTTETOWN
WORD COUNT: 736

Après 18 mois au pouvoir, le premier ministre Stephen Harper veut profiter de la retraite estivale de trois jours qu'il entame aujourd'hui à l'Ile–du–Prince–Édouard avec ses 148 députés et sénateurs pour relancer son gouvernement conservateur minoritaire, qui n'arrive toujours pas dans les sondages à se concilier une faveur populaire suffisante pour obtenir une éventuelle majorité.

L'exercice qui commence ce matin est donc capital pour le Parti conservateur. Certes, les libéraux de Stéphane Dion ne sont pas mieux en point aux yeux de l'électorat, mais le gouvernement Harper aurait quand même souhaité, après la réalisation de ses grandes promesses électorales – notamment un effort sérieux pour résoudre le problème du déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces et la reconnaissance de la nation québécoise – récolter un peu plus des fruits de son labeur.

Stephen Harper mise sur cette deuxième étape de son mandat minoritaire pour secouer ses troupes et se façonner un nouveau programme politique qui lui donnera un second souffle.

"Il faut faire quelque chose. Il nous faut une nouvelle approche", confiait hier à La Presse un membre important d'un cabinet ministériel qui a requis l'anonymat.

Parmi les grands sujets de discussion, les 125 députés et 24 sénateurs bleus débattront certainement de nouvelles baisses d'impôts. "Il faut régler le déséquilibre fiscal avec les citoyens", estime un autre haut responsable conservateur. Le grand dossier du pouvoir fédéral de dépenser devrait également être à l'ordre du jour; un grand chantier d'une extrême complexité qui n'a pas encore véritablement pris sa vitesse de croisière.

Mais auparavant, Stephen Harper devra régler le problème du message confus livré par son gouvernement au sujet de la participation canadienne en Afghanistan. Les affrontements verbaux entre le chef d'état–major, le général Rick Hillier, et le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, ne font rien pour accroître l'appui populaire à la mission afghane.

En fin de semaine, le général Hillier a insisté pour dire qu'il faudra beaucoup de temps pour les soldats de l'Armée nationale afghane (ANA) avant de pouvoir combattre les talibans. Le ministre O'Connor avait affirmé précédemment que l'ANA serait opérationnelle dans six mois et que les soldats canadiens n'auraient alors qu'un rôle d'appui. Ces prises de bec donnent l'impression que le gouvernement souffle le chaud et le froid à propos de l'Afghanistan. Il est urgent, affirment depuis quelques jours les analystes, que le premier ministre règle ce problème. Pour un gouvernement qui a une tendance prononcée à cultiver le secret et à faire du contrôle du message une véritable religion, il est étonnant de constater ces glissements à propos de l'engagement canadien en Afghanistan.

Dans ce contexte, les rumeurs de remaniement ministériel vont bon train à l'aube de ce caucus national. M. Harper écartera−t−il son ministre de la Défense, un ancien militaire, pour le remplacer par Lawrence Cannon? C'est là le genre d'hypothèses que l'on entend ici à Charlottetown. Par contre, certains conservateurs sont convaincus que M. Harper n'est pas homme à prendre des décisions précipitées et émotives et qu'il n'y a pas de remaniement ministériel dans l'air.

Il en est de même pour une prorogation de la session et un nouveau discours du Trône en octobre. Le premier ministre a déclaré en Amérique du Sud, voici deux semaines, qu'il n'avait pas pris de décision à cet égard. Un conseiller ministériel a affirmé à La Presse hier qu'il n'y aura pas de discours du Trône à l'automne puisque cela sonnerait le glas de trop de projets de loi importants encore débattus au Parlement, par exemple le projet de loi C−22 sur l'âge du consentement sexuel présentement à l'étape du Sénat. De plus, demande−t−il, quel intérêt aurait ainsi le gouvernement à s'exposer à un vote de défiance aux Communes?

Aujourd'hui, les ministres conservateurs feront le point devant les députés et les sénateurs sur les avancées du gouvernement dans les domaines de la sécurité, de l'énergie, de l'environnement et des infrastructures. Différents caucus régionaux seront également tenus. Demain, les 125 députés et 24 sénateurs débattront en plénière des futures initiatives du gouvernement avant de se retrouver en soirée pour un BBQ où les journalistes seront tenus à l'écart, sauf pour les quelques mots d'introduction du chef du gouvernement.

"Nous avons du pain sur la planche, a déclaré le député Rahim Jaffer. Nous n'aurons pas le temps de faire de la chaise longue d'ici vendredi."

AIDE CANADIENNE

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.01
SECTION: Monde
PAGE: A12
SOURCE: PC
WORD COUNT: 146

Le Canada est prêt à augmenter son aide humanitaire au Darfour, mais il semble peu probable que des militaires canadiens se joignent à l'effort international demaintien de la paix ONU Union africaine. Une source au gouvernement soutient qu'il est très peu probable que le Canada participe à cette force internationale de 26 000 soldats et policiers, étant donné le déploiement actuel en Afghanistan. En conférence de presse, hier, la ministre canadienne de la Coopération internationale, Josée Verner, a tenu à rappeler que parmi les bénéficiai – res de l'aide humanitaire canadienne, le Darfour se situe au troisième rang. Le Canada a versé 59 millions de dollars en aide à cette région du sudouest du Soudan. "Notre préoccupation, c'est l'assistance humanitaire là–bas, a–t–elle déclaré.

Afghanistan: un départ militaire hâtif provoquerait un "effondrement"

DATE: 2007.07.31
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 524

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Le gouvernement afghan redoute un retrait hâtif des troupes canadiennes, affirmant qu'il provoquerait "l'effondrement" des progrès réalisés jusqu'ici dans le sud du pays.

Deux politiciens de haut niveau, le ministre du Relèvement et du Développement rural, Ehsan Zia, et le gouverneur de la province de Kandahar, Asadullah Khalid, ont plaidé mardi en faveur du maintien pour une durée indéterminée de la présence militaire canadienne et internationale dans le pays.

L'état d'avancement de la reconstruction et le niveau de sécurité dans le sud du pays, qui dans le meilleur des cas n'a rien de rassurant, rendent "prématuré" le débat sur le redéploiement des forces militaires canadiennes, pense le ministre Zia, un membre important du gouvernement de Hamid Karzaï.

"Bien sûr c'est mon opinion, mais je crois qu'il est trop tôt pour parler d'un redéploiement en Afghanistan", a dit M. Zia, en conférence de presse à la base de Kandahar, où sont stationnées les troupes de l'OTAN dans le sud−est du pays.

Le ministre était accompagné du gouverneur Khalid et de l'ambassadeur du Canada à Kaboul, Arif Lalani.

Après cinq ans de combats et d'efforts de reconstruction de la part de la communauté internationale, la tâche n'est "qu'à moitié accomplie" en Afghanistan, a insisté M. Zia.

Le travail qui reste à faire dans la province de Kandahar pour établir les bases d'une société civile minimalement fonctionnelle est énorme, a pour sa part affirmé le gouverneur Khalid. Qu'il s'agisse d'éducation, de santé, de gouvernance ou d'infrastructures comme les routes, les ponts et les réseaux d'eau potable et d'égout, tout reste à accomplir, a−t−il dit. Mais de toutes ces priorités, a mentionné M. Khalid, celle qui prime est "le rétablissement de la sécurité", une tâche impossible à réaliser sans une présence armée.

Comme pour ajouter encore davantage de pression sur le Canada, dont l'engagement militaire en Afghanistan doit prendre fin dans 18 mois à peine (février 2009), le ministre Zia a prévenu qu'un départ précipité du Canada et de la communauté internationale entraînerait "l'effondrement" des progrès réalisés sur le territoire.

"C'est mon message", a−t−il pris soin de préciser.

Parmi les défis rencontrés par la communauté internationale et le Canada en matière de sécurité, figurent la formation de l'armée afghane, qui avec quelques milliers d'hommes seulement n'est toujours pas en mesure de prendre part de façon significative aux combats. L'état de préparation de la police est encore plus préoccupant.

Jusqu'à maintenant, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a supervisé la formation de 600 policiers dans la province de Kandahar, sous l'égide de l'Equipe provinciale de reconstruction (EPR). Mais ces efforts ne suffisent pas. Les conditions de travail des policiers afghans sont à ce point misérables que plusieurs sombrent dans la corruption, la rapine et l'abus de confiance.

Conscient que ses policiers sont sous−payés, le gouvernement afghan a pris des mesures pour améliorer leurs conditions de travail et ainsi réduire le niveau de corruption, a expliqué M. Khalid.

"Nous nous penchons sur la question des salaires. Très bientôt, je crois que c'est le mois prochain, ils recevront le double de ce qu'ils gagnent présentement", a−t−il dit.

L'ambassadeur Lalani a convenu que la formation d'une police nationale bien entraînée, équipée et payée décemment, agissant dans les règles du droit, est sans contredit "un élément crucial" pour le rétablissement de la sécurité en Afghanistan.

"La communauté internationale en fait une priorité, (mais) cela va prendre encore quelques années avant que l'on obtienne des résultats substantiels", a−t−il admis.

FGMTO201−ms

Le Canada prêt à aider le Darfour mais l'envoi de troupes est peu probable

DATE: 2007.07.31
KEYWORDS: POLITIQUE INTERNATIONAL SOCIAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 429

OTTAWA (PC) _ Le Canada est prêt à augmenter son aide humanitaire au Darfour, cette région du Soudan ravagée par des années de guerre civile, mais il semble peu probable que des militaires canadiens se joignent à l'effort international de maintien de la paix qui se profile.

Mardi, le conseil de sécurité des Nations unies adoptait une résolution prévoyant l'envoi de 26 000 soldats et policiers de l'ONU et de l'Union africaine afin de protéger les deux millions de personnes déplacées au Darfour.

Une source au gouvernement soutient qu'il est très peu probable que le Canada participe à cette force internationale, étant donné le déploiement actuel en Afghanistan.

En conférence de presse, mardi, la ministre canadienne de la Coopération internationale, Josée Verner, n'a pas voulu se prononcer sur l'envoi possible de troupes. Mais le Canada sera au rendez−vous pour aider la population soudanaise, a fait valoir la ministre.

"Notre préoccupation, c'est l'assistance humanitaire là−bas, a déclaré la ministre. On sait que c'est difficile de faire parvenir l'aide, pour des raisons de sécurité. On suit la situation de très près et on est prêt à répondre aux besoins."

Mme Verner a tenu à rappeler que parmi les bénéficiaires de l'aide humanitaire canadienne, le Darfour se situe au troisième rang. Le Canada a versé 59 millions $ en aide à cette région du sud−ouest du Soudan.

D'autres pays d'Afrique étaient cependant au coeur d'une annonce faite par le ministre Verner, mardi.

Le gouvernement conservateur a décidé de reconduire le programme d'aide alimentaire destiné aux écoliers de cinq pays africains.

Au cours des cinq prochaines années, 125 millions $ seront versés à l'Ethiopie, au Mali, au Mozambique, au Sénégal et à la Tanzanie par l'entremise du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies.

Le programme vise à offrir un repas quotidien aux enfants qui fréquentent l'école, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre d'élèves.

Mme Verner a fait valoir que le programme, instauré en 2002 par le gouvernement libéral pour une période de trois ans, bénéficiera désormais d'un financement à long terme plus stable.

Présente lors de l'annonce, la directrice du PAM, Josette Sheeran, a expliqué que l'aide du Canada est cruciale pour des millions d'enfants. Elle a souligné que le programme a permis, entre autres, d'augmenter le nombre d'inscriptions des filles dans les écoles.

Mme Sheeran a aussi tenu à louer le Canada pour son aide importante au Darfour. "Notre programme nourrit deux millions de personnes par jour au Darfour, a−t−elle expliqué. Sans l'appui du gouvernement du Canada

et des autres pays, ces gens mourraient de faim."

La résolution adoptée par le conseil de sécurité mardi permettrait aux troupes de l'ONU d'avoir recours à la force pour se défendre et protéger la population. On estime que depuis le début des violences, en 2003, environ 200 000 personnes ont été tuées et plus de deux millions de civils ont été forcés de quitter cette partie du pays pour trouver refuge ailleurs.

FGIRO23−ms

Découverte du corps d'un deuxième otage sud−coréen exécuté en Afghanistan

DATE: 2007.07.31
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 550

KAB101−0731070504

GHAZNI, Afghanistan (AP) −− La police afghane a annoncé mardi la découverte du corps criblé de balles d'un deuxième otage sud−coréen exécuté par les talibans, dans le centre de l'Afghanistan.

A Séoul, le ministère sud−coréen des Affaires étrangères a identifié l'otage exécuté comme étant Shim Sung−min, âgé de 29 ans.

Le corps de la victime, habillée à l'occidentale, a été retrouvé sur le bord d'une route à Arizo, à environ 10km à l'ouest de la ville de Ghazni, selon Abdul Rahim Deciwal, le chef de l'administration de la zone.

La victime portait des pantalons blancs et des tongs, selon un journaliste de l'Associated Press présent sur les lieux. La police a retrouvé le corps le long d'une route et l'a enveloppé dans une couverture avant de le mettre à l'arrière d'une camionnette de la police. Le visage de la victime était recouvert de sang, tout comme le sol sur lequel il gisait.

L'annonce de l'exécution d'un nouvel otage sud−coréen avait été faite par un militant, Qari Yousef Ahmadi, affirmant parler au nom des talibans. Il a souligné que le groupe islamiste avait exécuté l'otage sud−coréen lundi soir à cause du refus du gouvernement afghan de libérer les prisonniers insurgés alors que les otages sud−coréens sont entrés mardi dans leur 13e jour de captivité.

Bien avant la découverte de ce corps, les talibans avaient annoncé l'exécution d'un deuxième otage sud−coréen en raison du refus des autorités afghanes de libérer les 23 prisonniers talibans dont ils avaient fourni la liste.

"Le gouvernement coréen et celui de Kaboul mentent et trichent. Ils n'ont pas respecté leur promesse de libérer les prisonniers talibans", avait déclaré dès lundi Qari Yousef Ahmadi, interrogé par téléphone. "Les talibans préviennent le gouvernement que, si le gouvernement afghan ne libère pas les prisonniers talibans, alors, à tout moment, les talibans pourraient tuer un autre otage coréen", avait averti Qari Yousef Ahmadi.

Marajudin Pathan, le gouverneur de la province de Ghazni où 23 ressortissants sud−coréens ont été enlevés le 19 juillet, a déclaré que les autorités afghanes étaient au courant de cette annonce d'exécution mais n'avaient pas retrouvé de corps.

Par ailleurs, dans la soirée, la chaîne Al−Jazira a diffusé une vidéo de plusieurs des ressortissants sud−coréens retenus en otages par les talibans en Afghanistan. La chaîne satellitaire panarabe n'a pas dit comment elle avait obtenu cette vidéo.

Sur les images tremblantes, on peut voir sept femmes otages, un voile sur la tête conformément à la loi islamique prônée par les talibans, assises ou accroupies dans l'obscurité, certaines les yeux fermés, d'autres regardant fixement vers le sol. Dans cette vidéo, les otages filmées ne parlent pas.

Dans la journée, les talibans avaient prolongé leur ultimatum de trois heures jusqu'à lundi 16h00 heure locale (11h30 GMT) pour répondre à une demande de représentants des autorités afghanes. Mais, quelques heures plus tard, le gouverneur Pathan avait assuré que les talibans avaient accepté de repousser de deux jours l'ultimatum, jusqu'à mercredi.

Mercredi dernier, les talibans avaient abattu l'un de leurs 23 otages, un pasteur, quelques heures après l'expiration d'un de leurs précédents ultimatums. Le corps avait été retrouvé.

En Corée du Sud, le père du dernier otage exécuté, Shim Jin−pyo, a expliqué que son épouse s'est effondrée lorsque la famille a appris que leur fils avait été assassiné par les talibans. Shim Jin−Pyo, qui apparaissait calme, s'est demandé comment les talibans "ont pu faire cette chose horrible".

Selon Kim Jung−ja, la mère d'un des 21 otages encore détenus, "les familles demandent aux Etats−Unis de ne pas de tenir compte des intérêts politiques et apportent un soutien plus actif pour sauver les 21 vies innocentes". AP

ca−ma/ll/v0306

Al–Jazira diffuse une vidéo de l'otage allemand aux mains des talibans

DATE: 2007.07.31
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 213

LE CAIRE (AP) –– La chaîne Al–Jazira a diffusé mardi soir une vidéo du ressortissant allemand retenu en otage par les talibans en Afghanistan dans laquelle l'homme lancerait un appel à son gouvernement et à celui des Etats–Unis pour qu'ils retirent leurs troupes d'Afghanistan et l'aident à rentrer chez lui.

Dans ce document d'une minute, on peut voir un homme trapu, les cheveux grisonnants, dans un terrain montagneux, entouré par plusieurs combattants talibans masqués, certains pointant leurs fusils automatiques sur l'otage, d'autres portant des lance–grenades.

L'homme, vêtu d'un jean et dune veste épaisse, parle à la caméra, mais sa voix est inaudible dans la vidéo. Le présentateur d'Al–Jazira, parlant sur les images, dit que l'otage allemand lance un appel aux gouvernements de Berlin et de Washington.

Dans la vidéo, on peut voir également quatre Afghans qui, selon la chaîne panarabe par satellite, ont été enlevés en même temps que le ressortissant allemand. Les quatre Afghans demandent eux aussi à l'Occident d'accepter les exigences des talibans.

De leur côté, les médias allemands ont rapporté que la vidéo comprenait un ultimatum pour la libération de 12 combattants talibans en échange de celle du ressortissant allemand et des quatre Afghans. Toutefois, un porte–parole d'Al–Jazira, Ayman Gaballah, a déclaré à l'Associated Press que cette exigence spécifique n'était pas mentionnée dans la vidéo reçue par la chaîne. AP

sop/v0674

D'autres soldats de Valcartier rentreront d'Afghanistan mardi en soirée

DATE: 2007.07.31
KEYWORDS: DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 276

QUEBEC (PC) _ Un dernier groupe de 80 militaires de la base des Forces armées canadiennes de Valcartier rentrera mardi soir d'Afghanistan au terme d'une mission entamée à la fin de 2006 ou au début de 2007, selon les cas.

Ces militaires retrouveront leurs proches à la Garnison Valcartier entre 21h30 et 23h30. Il s'agit des derniers d'un contingent composé de 165 militaires qui participaient à la mission canadienne en Afghanistan. Les 85 autres soldats sont revenus au Québec le 29 juillet dernier; ils ont été accueillis par la ministre Josée Verner.

Pour souligner le retour de mardi, un convoi de véhicules policiers et blindés légers escortera les autobus sur le chemin du retour entre l'Aéroport international Jean−Lesage et la Garniron Valcartier.

Les citoyens qui aimeraient assister au passage du convoi et saluer les militaires pourront le faire tout le long du trajet. Le convoi devrait normalement quitter l'Aéroport international Jean−Lesage autour de 22h30 en direction de la Garnison Valcartier. Les citoyens intéressés à démontrer leur soutien aux troupes le long du trajet peuvent également porter des vêtements rouges, marque reconnue de soutien aux troupes canadiennes.

Les militaires qui rentrent de mission sont retenus pour quelques jours encore à leur base, pour des questions administratives. Ils auront ensuite droit à des vacances jusqu'à la fin de septembre.

Les Forces canadiennes ont aussi développé un programme de soutien à l'intention des soldats qui rentrent de mission et qui pourraient avoir besoin d'un suivi psychologique pour reprendre une vie normale après leur séjour en zone de guerre, où le niveau de stress est inévitablement très élevé.

Pour les six prochains mois, les soldats feront l'objet d'un suivi très serré: rencontres avec des médecins, des psychologues et autres. Ces rendez−vous sont obligatoires.

(CNW,NTR,jpd)

NGJPD1O

––LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00––

DATE: 2007.07.31
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 739

NATIONS UNIES (AP) –– Après plusieurs semaines d'âpres négociations, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé à l'unanimité mardi l'envoi d'une force de maintien de la paix au Darfour, forte à terme de 26.000 hommes et composée à la fois de casques bleus de l'ONU et de soldats de l'Union africaine. La résolution 1769, approuvée par les 15 membres du Conseil, crée une opération "hybride" ONU/UA, baptisée UNAMID, qui, une fois déployée sur le terrain, sera la plus importante opération de maintien de la paix conduite dans le monde. Cette opération, la première mission de maintien de la paix conjointe à l'ONU et à l'Union africaine, remplacera sur le terrain, au plus tard le 31 décembre prochain, l'actuelle force composée de 7.000 soldats de l'UA.

GHAZNI, Afghanistan (AP) –– Le nouvel ultimatum des talibans pour la libération de 23 des leurs en échange de la vie sauve à leurs otages sud–coréens prend fin ce mercredi, au lendemain de la découvert du corps criblé de balles d'un deuxième otage exécuté. Vingt–et–un Sud–Coréens sont toujours détenus par les talibans, depuis le 19 juillet dernier.

LE CAIRE (AP) –– La chaîne Al–Jazira a diffusé mardi soir une vidéo du ressortissant allemand retenu en otage par les talibans en Afghanistan dans laquelle l'homme lancerait un appel à son gouvernement et à celui des Etats–Unis pour qu'ils retirent leurs troupes d'Afghanistan et l'aident à rentrer chez lui.

BELFAST (AP) –– L'armée britannique a franchi une nouvelle étape du processus de paix en Irlande du Nord mardi en mettant fin officiellement à 38 ans d'opération de sécurité dans la province. La plus longue mission de l'armée britannique prenait fin à minuit (23H GMT, mercredi 01h à Paris) mais dans les faits les troupes n'ont pas patrouillé dans les rues d'Irlande du Nord cette année et la quasi–totalité des 5.000 soldats restants n'ont pas quitté leurs bases.

SANTA CRUZ DE TENERIFE (AP) –– Quelque 14.000 personnes ont dû être évacuées, mardi, en raison des incendies de forêt qui ont ravagé plusieurs milliers d'hectares sur deux des sept îles de l'archipel espagnol des Canaries. Face à la situation, le chef du gouvernement espagnol Jose Luis Rodriguez Zapatero a reporté le début de ses vacances et se rendra ce mercredi sur les îles de Tenerife et de Grande Canarie.

CHARM EL–CHEIK, Egypte (AP) –– En visite au Proche–Orient, Condoleezza Rice et Robert Gates, ministres américains des Affaires étrangères et de la Défense, ont assuré mardi les dirigeants arabes que Washington s'inscrivait dans une stratégie sur le long–terme en Irak et prendrait en compte la stabilité de la région avant tout retrait.

PORT–AU–PRINCE (AP) –– Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki–moon effectuera ce mercredi sa première visite en Haïti, trois ans après l'arrivée des Casques bleus sur l'île au lendemain de la révolte populaire qui avait chassé le président Jean–Bertrand Aristide. Ban Ki–moon rencontrera le président haïtien René Préval et d'autres dirigeants du pays lors d'une visite de 36 heures qui intervient alors que le Conseil de sécurité de l'ONU se prépare à renouveler en octobre le mandat de la force onusienne sur l'île.

NEW YORK (AP) –– Le conseil d'administration de News Corp., le conglomérat du magnat australo–américain Rupert Murdoch, a donné son feu vert au rachat pour cinq millions de dollars (3,65

millions d'euros) de Dow Jones, propriétaire du "Wall Street Journal", selon une source proche du dossier. Le conseil d'administration de Dow Jones se réunissait de son côté mardi soir pour étudier une dernière fois la proposition de News Corp., mais aucune information n'avait encore filtré, selon une porte−parole de la société.

LA HAVANE (AP) −− Cuba a vécu mardi le premier anniversaire du retrait de Fidel Castro sans que le pouvoir n'en fasse officiellement mention. Mais le "Lider maximo" a tout de même publié une tribune proclamant que les succès cubains aux Jeux panaméricains symbolisaient le triomphe de la révolution.

PARIS (AP) −− L'Union cycliste internationale (UCI) lance une charge virulente contre les organisateurs du Tour de France. Dressant un bilan de la Grande Boucle, l'organe exécutif du cyclisme a dénoncé mardi soir l'attitude "inacceptable" des dirigeants de la société ASO, accusée de poursuivre "davantage l'objectif d'un Tour profitable que celui d'un Tour propre".

BERLIN (AP) −− Le cycliste allemand Patrick Sinkewitz, testé positif pour un taux élevé de testostérone, a reconnu mardi avoir "secrètement" utilisé un gel contenant cette hormone. Il a été licencié par son équipe T−Mobile. AP

jp

Général

DATE: 2007.07.31
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 1225

KANDAHAR _ Deux politiciens de haut niveau ont plaidé mardi en faveur du maintien de la présence militaire canadienne et internationale dans le pays, du moins dans un horizon prévisible. 660 mots (14 h 30) Par Martin Ouellet – DEPART–AFGHANISTAN, LEAD

OTTAWA _ Le gouvernement conservateur a décidé de reconduire le programme d'aide alimentaire destiné aux écoliers de cinq pays africains. Par Isabelle Rodrigue (CANADA–AIDE–AFRIQUE, LEAD)

MONTREAL _ Le ministère des Transports du Québec aurait pu et dû fermer le viaduc de la Concorde dans les minutes précédant son effondrement, le 30 septembre 2006, a soutenu mardi Patrick Henry, avocat des ingénieurs concepteurs de l'ouvrage. Par Sylvain Larocque (COMMISSION–CONCORDE, LEAD)

MONTREAL _ La Ville de Montréal mettra en place des mesures supplémentaires touchant l'inspection et l'évaluation des ponts et viaducs à dalles épaisses qui ne sont pas dotées d'armature de cisaillement. 275 mots (12 h) MTL–PONTS–VIADUCS, LEAD

MONTREAL _ Les syndiqués du cimetière Notre–Dame–des–Neiges manifestent devant les bureaux du diocèse de Montréal en vue de réclamer un déblocage à la table de négociations. (CIMETIERE–MANIFESTATION, LEAD)

RENFREW, Ont. _ La police de l'Ontario a retrouvé près de la frontière avec le Québec une camionnette appartenant à un couple assassiné dans leur résidence. (Avec graphique)

WINNIPEG _ Question de sécurité, les autorités sanitaires canadiennes se demandent si le personnel hospitalier devrait pouvoir porter des chaussures Crocs.

TORONTO _ Plus de quatre mois après l'annonce d'un programme de subvention des véhicules écoénergétiques, le gouvernement Harper n'a pas encore remboursé les acheteurs de modèles 2006 et 2007, selon le Globe and Mail. 275 mots (4 h) PROGRAMME–ECOAUTO, LEAD

MONTREAL _ La Régie des alcools, des courses et des jeux révise toutes les lois et réglements concernant l'alcool dans les établissements licenciés afin qu'ils s'adaptent mieux aux nouvelles réalités, notamment celle de la drogue du viol. 230 mots (4 h 25) ALCOOL–REGLEMENTS

MONTREAL _ Au moins deux institutions financières américaines installées à Montréal, dont CitiFinancière, offrent des prêts pour des vacances dont le taux d'intérêt est de presque 36 pour cent par année. 250 mots (6 h) VACANCES–TAUX–INTERET

MONTREAL _ Le Barreau du Québec demande au gouvernement du Québec de revoir le plan d'admissibilité à l'aide juridique qui doit être mis en place progressivement jusqu'en 2010. 270 mots (8 h 10) AIDE–JURIDIQUE–BARREAU

SAINT–CESAIRE _ Les autorités québécoises affirment qu'une épidémie du puceron du soya frappe le Québec, au point où l'état d'urgence est étendu à toutes les régions. 235 mots (4 h 35) SOYA–PUCERON

Economie

MONTREAL _ Alcan, qui a été la cible d'une offre d'acquisition de la part de Rio Tinto, a enregistré un bénéfice net de 438 millions $ US pour le deuxième trimestre de 2007. (Avec graphique) (ALCAN−RESULTATS, LEAD)

MONTREAL _ Domtar fermera quatre de ses installations situées au Canada et aux Etats−Unis, ce qui affectera 430 employés. (DOMTAR−FERMETURE, 2e LEAD)

TORONTO _ John Felderhof, ex−géologue en chef de l'entreprise minière Bre−X, a été trouvé non coupable par la Cour supérieure de l'Ontario, mardi, de délit d'initié dans une fraude qui a couté quelque 3 milliards $ aux actionnaires de la compagnie, il y a une dizaine d'années. (BRE−X−VERDICT, LEAD)

QUEBEC _ Le bénéfice de l'Industrielle Alliance a baissé à 62,1 millions $, au deuxième trimestre, comparativement à 63,7 millions $ un an plus tôt. (INDUSTRIELLE−ALLIANCE)

MONTREAL _ Nurun, la filiale de commerce électronique de Quebecor Media, a encaissé une perte de 300 000 $ au second trimestre, pendant que ses revenus bondissaient de 18 pour cent en un an. (NURUN−RESULTATS)

MONTREAL _ Le bénéfice de Groupe Ciment Saint−Laurent a chuté à 26,5 millions $ au second trimestre, contre 35 millions $ pendant la même période l'an dernier. 380 mots (13 h 55) SAINT−LAURENT−RESULTATS

MONTREAL _ SNC−Lavalin a fait l'acquisition de Wiebe Forest Engineering, de Calgary, qui compte près de 50 employés. 210 mots (10 h 45) SNC−ACQUISITION

MONTREAL _ Saputo a présenté un bénéfice net de 68,4 millions $ pour le premier trimestre de 2008, une hausse de 15,1 millions $ comparativement au même trimestre de l'exercice précédent. 230 mots (12 h 20) (Avec graphique) SAPUTO−RESULTATS

OTTAWA _ Les nouveaux médias occupent une place croissante dans la vie des Canadiens, qui délaissent la télé et la radio, selon un rapport du CRTC. 265 mots (11 h 50) CRTC−RADIODIFFUSION

OTTAWA _ L'activité économique a progressé de 0,3 pour cent en mai au Canada, après être demeurée essentiellement inchangée en avril. 225 mots (9 h 30) (Avec graphique) PIB−INDUSTRIE

TORONTO _ La Financière Sun Life a augmenté son dividende trimestriel sur les actions ordinaires, alors que son bénéfice net au deuxième trimestre a augmenté de 15 pour cent. 195 mots (11 h 10) SUN−LIFE−RESULTATS

TORONTO _ Rogers Communications a déclaré mardi une perte de 56 millions $ au deuxième trimestre, un résultat qui contraste avec le bénéfice de 279 millions $ l'an dernier. 440 mots (15 h 10) ROGERS−RESULTATS, LEAD

TORONTO _ CanWest Global Communications augmente sa participation financière dans la prise de contrôle d'Alliance Atlantis, la faisant passer de 200 à 262 millions $. 310 mots (12 h 55) CANWEST−ALLIANCE

TORONTO _ George Weston, qui possède notamment les chaînes d'alimentation Loblaw et Provigo, fait état d'une diminution de son bénéfice net mais d'une légère hausse de revenus au deuxième trimestre. 185 mots (10 h 40) GEORGE−WESTON−RESULTATS

WASHINGTON _ L'Administration américaine de la sécurité sociale a accordé à un groupe mené par Nortel un contrat de 300 millions $ US sur une durée de 10 ans pour un projet de remplacement de systèmes téléphoniques. (NORTEL)

TORONTO _ Le conseil d'administration de Meridian Gold a recommandé à l'unanimité, mardi, le rejet par les actionnaires de l'offre d'achat hostile d'une autre société canadienne, Yamana Gold. 300 mots (14 h 45) MERIDIAN−GOLD−YAMANA

CALGARY _ Western Oil Sands a accepté une offre de prise de contrôle déposée par Marathon Oil, qui propose 6,6 milliards $, incluant la prise en charge d'une dette de 736,1 millions $. WESTERN−OIL−SANDS

Culture

ROME _ Le réalisateur italien Michelangelo Antonioni est décédé à l'âge de 94 ans. 650 mots (13 h 55) (Avec photos, graphique, filmographie) (ANTONIONI−DECES, 2e LEAD)

MONTREAL _ Les organisateurs du Festival Juste pour rire estiment que le volet extérieur de l'événement a attiré cette année plus de 2 millions de personnes, malgré la température pas toujours clémente. FESTIVAL−RIRE−BILAN

MONTREAL _ Sylvie Léonard est à "Viens voir les comédiens", à ARTV, ce dimanche, 20 h. 1035 mots (12 h) (Avec photo) Par Danièle L. Gauthier − CHRONIQUE−TELEVISION

GRANBY _ Alexandre Désilets met les bouchées doubles pour finaliser son album. 420 mots (11 h 10) ALEXANDRE−DESILETS

QUEBEC _ Plus grande foire agricole dans l'est du Canada, la 96e édition d'Expo Québec aura lieu du 15 au 26 août dans la Vieille Capitale. 215 mots (14 h 40) EXPOSITION−VIEILLE−CAPITALE

A l'étranger

GHAZNI, Afghanistan _ La police afghane a annoncé mardi la découverte du corps criblé de balles d'un deuxième otage sud−coréen exécuté par les talibans, dans le centre de l'Afghanistan. (Avec photos) (AFGHANISTAN−ENLEVEMENTS)

BRUXELLES _ Le transport aérien souffre d'une pénurie de pilotes et ce phénomène relativement récent, résultat d'une forte croissance du trafic, commence à peser sur la sécurité des vols, avertissent les analystes. 755 mots (11 h) AVIATION−PILOTES

BELFAST _ L'armée britannique a franchi une nouvelle étape du processus de paix en Irlande du Nord, mardi, en mettant fin officiellement à 38 ans d'opération de sécurité dans la province. (GB−IRLANDE−NORD)

CHARM EL−CHEIK, Egypte _ George W. Bush a dépêché deux poids lourds du gouvernement américain mardi au Proche−Orient, Condoleezza Rice et Robert Gates pour discuter avec les pays de la région de la guerre en Irak et de l'influence de l'Iran. (USA−IRAK−RICE)

Documentaires

WELLINGTON, N.−Z. _ Le cannabis obstrue davantage les voies respiratoires que le tabac. 370 mots (13 h 30 à l'Inter) MEDECINE−CANNABIS

WASHINGTON _ Des nutritionnistes américains ont mis au point une poudre qui permet de prévenir et de traiter l'anémie des jeunes enfants. 740 mots (12 h 30 à l'Inter) MEDECINE−ANEMIE

PARIS _ A petites doses, le soleil aide le corps à se maintenir en bonne santé. Quelques minutes par jour permettent la fabrication de la vitamine D, essentielle pour les os. 355 mots (13 h 20) SANTE−SOLEIL

Infographie

1− Cours de la bourse. 1 col.

2− Cours du dollar. 1 col.

3− Résultats d'Alcan. 1 col.

4− Résultats de Saputo. 1 col.

5− PIB en mai au Canada. 1 col.

6− Finalistes aux Masques. 3 col.

7− Filmographie d'Antonioni. 1 col.

8− Parcours du présumé tueur en Ontario. 3 col.

N.B. Les abonnés au service GraphicsNet peuvent retrouver les graphiques de la PC sur le site www.cpimages.ca. Il suffit de taper le nom d'utilisateur et le mot de passe habituellement utilisés pour accéder au site d'archives photos de la PC. En cas de problèmes, vous pouvez joindre le service photos de la PC au 416−507−2169.

Au pupitre jusqu'à 18 h:

Mario Gilbert

Courriel: sfpupitrecp.org

Tél.: 514−985−7229

FM111